

**BUDGET 2019**  
**RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES**  
**CONSEIL SYNDICAL du 28 FEVRIER 2019**

Le Syndicat des Mobilités de Touraine a été créé par arrêté préfectoral du 28 novembre 2018.

Il dispose de son propre budget et de ses propres instances de gouvernance.

En application des dispositions législatives, il convient que le conseil Syndical débattenne des orientations budgétaires avant le vote du budget.

Les grandes orientations du budget 2019 sont les suivantes :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**A. RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Les recettes de Fonctionnement seront constituées des postes suivants :

**1. VERSEMENT TRANSPORT**

Le taux du Versement Transport est de 2%. Pour les communes des 3V, il sera de 0,55% de janvier à Juin et sera ensuite aligné au taux de 2%.

Le montant du versement transport est estimé, pour 2019, à 62,3 M€ (61,7 M€ en 2018).

**2. RECETTES LIEES A L'EXPLOITATION DU SERVICE DE TRANSPORT**

Les recettes de billetterie reversées par le délégataire s'élèveront à 24,2 M€ (22,9 M€ en 2018).

**3. DOTATION GLOBALE DE DECENTRALISATION**

La dotation globale de décentralisation perçue, en 2018, s'est élevée à la somme de 2,5 M€. Il est proposé de reconduire ce montant pour 2019.

**4. SUBVENTIONS**

L'Etat et la Région participeront au financement de l'enquête ménage et au modèle multimodal pour un montant de 172 K€.

La région versera par ailleurs une compensation liée au transfert de compétence au syndicat pour l'organisation des transports scolaires des 3V d'un montant de 240 K€.

## **5. REDEVANCE**

La redevance au titre de la DSP s'élèvera à 1 146 000€ (1075 309€ en 2018)

## **6. REPRISE DU RESULTAT 2018**

Il s'élèverait pour 2018 à 6,8 M€ comprenant :

- Résultat 2018 Syndicat des 3V pour 1,0 M€
- Résultat 2018 budget annexe des Mobilités de la Métropole pour 5,8 M€

## **7. AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS**

L'amortissement des subventions sera de 5,6 M€ (comme en 2018).

## **II. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Il est à noter qu'une enquête Ménages Déplacement sera menée en partenariat avec le SMAT, la région et les EPCI du Département pour connaître les moyens de déplacement utilisés par les habitants de l'Indre et Loire au quotidien.

2019 supportera pour la première année, les dépenses de la nouvelle délégation de service public et intégrera des prestations nouvelles pour développer le transport à la demande, les navettes électriques de proximité ainsi que le développement du transport en commun vers des secteurs non desservis actuellement.

Par ailleurs, l'ancien service de location de vélos « Velociti » antérieurement inclus dans la DSP du Transport urbain, est désormais gérée en régie directe.

Les dépenses de fonctionnement se composent des postes suivants :

### **1. CHARGES A CARACTERE GENERAL**

Les charges à caractère général sont évaluées à la somme de 70,2 M€ pour un montant 2018 de 66,9M€. Cette évolution intègre les 3V et prend en compte la nouvelle Délégation de Service Public Transport.

Les dépenses se composent des postes suivants :

### **A) Contrat pour l'exploitation du réseau des transports**

Les délégations de service public relative d'une part, à l'exploitation du réseau de bus et tramway Fil Bleu et d'autre part au service Fil Blanc relatif aux transports des personnes à Mobilités réduite, ont pris fin au 31.12.2018.

Une nouvelle DSP intégrant les deux anciennes DSP a été attribuée, après mise en concurrence, pour la période 2019-2025, à la société KELOIS.

Elle inclut :

- l'exploitation du réseau bus et tramway et l'exploitation du service Fil Blanc pour la Métropole et les 3V,
- l'accompagnement en exploitation de la future ligne 2 du tramway.

Les options qui ont été levées sont :

- le Transport à la demande,
- les navettes électriques de proximité,
- la desserte urbaine des 3V,

Les dépenses de l'exercice 2019, liées à l'exploitation du réseau urbain, sont estimées à 67,8 M€ (64.0 M€ en 2018).

## **B) Autres charges à caractère général**

Outre les dépenses de fonctionnement courant, évaluées à 1,3 M€, seront notamment prises en compte les actions suivantes :

- Les assistances à Maitrise d'ouvrage pour un montant de 0,3 M€
- l'enquête ménage pour un montant de 0,2M€
- les taxes foncières pour un montant 0,5 M€
- le fonctionnement en régie de la location de vélos ainsi que l'accueil Vélo-Rando pour un montant de 0,1 M€.

## **2. PARTICIPATIONS**

A ce titre, les dépenses sont évaluées à 1,6 M€ (comme en 2018) dont :

- Les participations aux organisateurs de second rang pour 1,3 M€
- La participation de la région de 0,2 M€

## **3. DEPENSES DE PERSONNEL**

Le montant des dépenses de personnel est estimé à la somme de 1,4 M€ (1,3 M€ en 2018).

Le budget est en augmentation de 7,7%.

Cette hausse s'explique par la reprise en régie directe de Velociti par l'accueil Vélo - Rando et le recrutement d'un agent supplémentaire.

## **4. INTERETS DE LA DETTE**

Le montant des intérêts sur l'exercice 2019 est évalué à 8,7 M€, (7,9 M€ en 2018).

## **III - AUTOFINANCEMENT**

Le solde des recettes et des dépenses permettrait de dégager un autofinancement de 20,8 M€ dont 17,4 M€ au titre des amortissements.

## SECTION D'INVESTISSEMENT

### I. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

#### 1. PROGRAMME D'EQUIPEMENT

Il est proposé, pour 2019, de retenir principalement les investissements suivants, d'un montant global estimé à **10,8 M€** dont 3,5 M€ de reports.

Les dépenses nouvelles (hors reports) sont les suivantes :

##### **A) Etudes corridors** **3,1 M€**

Dans le cadre des études corridors, les crédits 2019 s'élèveront à 3,1 M€ et se répartiront comme suit :

- Études et branchements	1,0 M€
- Acquisitions	1,5 M€
- Démolitions	0,6 M€

##### **B) Intervention sur réseau** **2,5 M €**

Comprenant :

- Aménagement axes structurants	0,5 M€
- Aménagements réseau bus	0,5 M€
- Amélioration systèmes bus+tram	0,1 M€
- Etude programmation carrefours à feu	0,1 M€
- Interventions ligne tramway	0,3 M€
- Equipement réseau bus	0,3 M€
- Revêtements de chaussée	0,7 M€

##### **C) Matériel et travaux dépôts** **1,4 M€**

- Acquisition et équipement bus	0,6 M€
- Interventions sur dépôts	0,4 M€
- Acquisition foncière centre de maintenance nord	0,4 M€

##### **D) Politique Vélo** **0,3 M€**

- Abris +équipements accueil Vélo-Rando	0,3 M€
---	--------

#### 2. CAPITAL DE LA DETTE

Le remboursement du capital de la dette s'élèvera à 9,8 M€ dont (9,7M€ en 2018)

#### 3. AUTRES DEPENSES

L'amortissement des subventions s'élèvera en 2019 à la somme de 5,6 M€ (comme en 2018).

#### 4. Autorisations de programme et crédits de paiement

Le tableau des AP/CP au 31 décembre 2018 est joint en annexe.

## **II. RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Outre la reprise des résultats de l'exercice 2018 qui s'élève à 3,5 M€, les recettes sont les suivantes :

### **1. PARTICIPATIONS**

Au titre de l'exercice 2019, il est prévu de percevoir des subventions de l'Etat et de la Région pour un montant de 0,9 M€ au titre des études Corridors et des terminus des lignes de bus modifiées pour la rentrée 2019 dans le cadre de la nouvelle DSP Transport.

### **2. AUTOFINANCEMENT**

L'autofinancement s'élèverait à la somme de 20,8 M€.

### **3. EMPRUNT**

Au vu du solde des recettes et des dépenses d'Investissement, le besoin de financement des investissements nécessiterait de recourir à l'emprunt à hauteur de 1,0 M€.

## **Rapport sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de la Métropole**

La loi n°2014-873 du 4 août 2014 dispose que les collectivités territoriales et les établissements de coopération intercommunale de plus de 20.000 habitants sont tenus de présenter préalablement aux débats sur le budget, un rapport relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes dans leurs services.

En application de ces dispositions, vous trouverez annexé à la présente présentation le rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au 01/01/2019.

## **Présentation de la structure des effectifs et de l'évolution des dépenses de personnel, en application de l'article L5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la loi n°2015-991 du 7 août 2015- article 107**

En application de l'article 107 de la loi du n°2015-991 du 7 août 2015, vous trouverez, en annexe, la présentation de la structure des effectifs et de l'évolution des dépenses de personnel.

**Annexes :**

1. Rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de la Métropole
2. Présentation de la structure des effectifs et de l'évolution des dépenses de personnel
3. Autorisations de programme au 31 décembre 2018